

eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP21 de Paris. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org mais aussi sur notre site www.rac-f.org/ECO-a-Paris-COP21 et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

1,5°C : Une ambition internationale à portée de main

Le groupe de contact pour l'examen de la période 2013-2015 a vu l'Arabie Saoudite, suivie de ses ombres l'Oman et la Chine, essayer de faire entrave aux conclusions des deux années d'excellent travail sur l'objectif de long terme, réalisé dans le cadre de la COP et de la plateforme Durban (ADP). Pire encore, ces pays essaient d'empêcher les progrès réalisés vers une décision de la COP visant à s'accorder sur la limite acceptable du réchauffement qui se fonde sur les solides bases scientifiques du Dialogue Structuré en Expert (SED).

Le SED a conclu que la limite précédemment acceptée comme « garde-fou », celle d'un ré-

chauffement de 2°C, est inappropriée. Nous savons aujourd'hui que la ligne de défense doit être placée plus bas. Hier, de nombreux pays, dont les membres du Climate Vulnerable Forum, ont fait écho à cette conclusion dans un discours impressionnant appelant à limiter le réchauffement à 1,5°C.

Un réchauffement de 2°C aurait des conséquences catastrophiques sur les sensibles écosystèmes du monde entier. La banquise arctique disparaîtra, les glaciers fondront et l'acidification de l'océan détruira les écosystèmes des barrières de corail. En d'autres termes, ce serait un désastre pour le climat et pour notre planète.

La bonne nouvelle est que le SED a également conclu que maintenir le réchauffement bien en dessous des 2°C est toujours possible grâce à une forte réduction des émissions, notamment grâce à une décarbonisation totale des systèmes énergétiques ainsi que par une révision à la hausse d'environ 90% des technologies bas-carbone d'ici à 2050. ECO attend des délégations nationales qu'elles cherchent à démontrer de manière claire, dans le cadre d'une décision adoptée par la COP, l'importance qu'elles apportent aux données scientifiques et qu'elles bâtissent l'accord de Paris sur les résultats issus du SED.

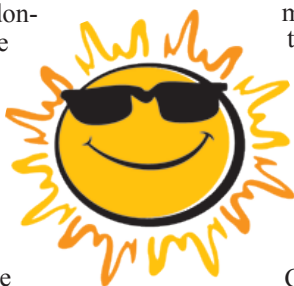
Rayon du jour

Pour être digne d'être Fossile du jour, il faut être un traître. Il faut mijoter un mauvais coup. Donc, hier, nous n'avons pas attribué de Fossile du jour. Nous avons attribué un Rayon du jour !

Malgré le nom, nous ne donnons pas de « Rayons du jour » tous les jours. Nous n'en donnons que s'il arrive

quelque chose d'extraordinaire. Lundi soir à 18 heures s'est tenue une rencontre de haut niveau entre les 43 pays du Climate Vulnerability Forum

(CVF). Ces pays ont fait la déclaration ambitieuse et osée d'avoir pour objectif la décarbonisation complète de leurs économies et 100% d'énergies renouvelables d'ici à 2050 ! Ce faisant, ces pays ont choisi de ne pas être des victimes et font preuve d'un leadership dont le reste du monde pourrait s'inspirer. Ils posent la première pierre d'un monde plus sûr avec seulement 1,5°C d'augmentation des températures. Inspirons-en nous !



Qui fera le lien ?

Hier, la déclaration du Climate Vulnerability Forum (le CVF, un groupe de 43 pays parmi les plus vulnérables) a envoyé un signal fort pour faire des 1,5°C un objectif principal. Aujourd'hui, nous continuons à nous concentrer sur la réalité des impacts liés aux changements climatiques.

Les risques de dérèglements climatiques sont plus forts pour les pays en développement et entraînent de gros coûts d'adaptation. L'Union européenne a un rôle majeur à jouer dans l'accord de Paris pour rendre cette question cruciale. L'UE a toujours su tisser les liens dans les négociations. L'UE doit pouvoir mettre ses compétences pour travailler ensemble. Elle doit travailler en étroite collaboration avec les pays CVF pour construire l'unité et améliorer les politiques climatiques.

Cela signifie que Paris doit être un vrai

soutien aux pays en les aidant à faire face aux changements climatiques. Un objectif de long terme sur l'adaptation et un engagement sur 5 ans quantifié en objectifs financiers sont des éléments fondamentaux. Notre résilience globale dépendra de l'objectif sur long terme, la décarbonisation avant 2050 et de l'ambition croissante.

Personne n'est immunisé contre les impacts des changements climatiques. Les citoyens de l'UE connaissent déjà de graves inondations et des vagues de chaleur. Ces dernières 30 années, l'Europe a vu une augmentation de 60% des événements météorologiques extrêmes.

Même dans l'UE, les plus démunis souffrent le plus. La solidarité mondiale doit commencer au Bourget - ECO espère que l'UE nous réunira.

Une différenciation différente

Si nous ne faisons pas face au sujet de la différenciation, nous allons nous retrouver avec un accord peu ambitieux.

L'Autodifférenciation n'est pas suffisante. En soumettant leurs contributions nationales (INDCs), les pays en développement ont fait un premier pas en allant au-delà des catégories définies par Kyoto en 1992. Les pays développés doivent reconnaître ce change-

ment et répondre en abordant de manière constructive la différenciation, au regard de l'atténuation, de la finance et de la transparence, afin de garantir un accord équitable. Nous avons besoin d'une approche dynamique de différenciation qui reste sensible à l'évolution des niveaux de développement. Cet accord doit refléter la différenciation spécifique dans chaque partie du texte.

Énergie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique

Trois pays ouest-africains – le Bénin, le Mali et le Togo – ont pris part au projet « Énergie, Ecodéveloppement et Résilience en Afrique (EERA) » initié par HELIO International avec l'appui financier de l'Alliance pour le Climat et le Développement (CDKN). Cette expérience a permis de dégager quelques leçons potentiellement utiles à d'autres pays qui décideraient d'adopter une « voie énergétique douce autonome » (VEDA) ou Smart Energy Path (SEP).

• **La gouvernance participative** : un moteur du changement. L'identification des priorités et la définition d'une planification énergétique raisonnée, au plan national comme local, requiert la participation active non seulement des ministères et des experts

des secteurs de l'énergie et de l'environnement, mais aussi des experts gouvernementaux et non gouvernementaux des secteurs de la santé, de l'éducation et du développement.

• **La décentralisation**. Dans chacun des trois pays, la décentralisation administrative et politique est en oeuvre. Il est important que les cadres institutionnels et réglementaires définissent et renforcent les compétences des autorités décentralisées en matière de politiques et de programmes énergétiques.

• **Une vision progressive**. Tous les services énergétiques ne peuvent être satisfaits à la fois. Les services collectifs axés sur l'éducation et la santé ainsi que les usages productifs sont reconnus comme prioritaires sur

la fourniture d'énergie aux ménages car ils jouent un rôle important pour le développement économique et social et contribuent à réduire la pauvreté.

• **Le suivi**. Il est crucial d'évaluer la mesure dans laquelle les politiques énergétiques nationales sont propices à l'ecodéveloppement du pays. A cette fin, HELIO propose une démarche en 24 indicateurs (environnement, société, économie, technologie, gouvernance, climat), à la base des outils TIPEE et HIFI déjà appliqués dans plusieurs pays.

Où nous rencontrer pendant la COP21: 02/12 au Pavillon de la Francophonie; 05/12 à l'Espace Générations Climat; 07/12 dans la salle Observer 02; 08/12 au stand du RAC-France.

Des accords et des désaccords

Un Agenda des solutions permanent qui capitaliserait sur les leçons apprises de l'Agenda des solutions (LPAA - Plan d'actions Lima-Paris) réduirait l'écart entre les tendances actuelles des émissions et celles qui sont nécessaires pour limiter l'augmentation de la température globale à moins d'1,5°C. Des éléments de cet Agenda des solutions semblent se profiler. En effet, tout le monde s'accorde sur l'importance de réduire cet écart ou d'identifier des politiques qui pourraient être généralisées ou reproduites, et sur les avantages d'impliquer les acteurs de la société civile. La nomination de deux leaders de haut niveau, qui faciliteraient le développement d'initiatives, fait de plus en plus consensus.

C'est là que les choses se compliquent... Bien que les pays développés peuvent et doivent lancer des actions unilatérales et communes avec leurs propres ressources, les

pays en développement vont avoir besoin de soutiens financiers et techniques pour mener des actions supplémentaires. Pourtant, certains pays semblent penser qu'on ne doit pas en discuter. De même, il est évident que les impacts des changements climatiques s'intensifient et que nous devons développer davantage d'initiatives pour l'adaptation. Aussi, le destin du Technical Examination Process est débattu, et là aussi, des parties ne veulent pas discuter sur des solutions pour augmenter le soutien à l'adaptation. ECO rappelle aux parties que le succès de Work Stream 2 (Action avant 2020) dépendra des solutions qui seront trouvées sur le court terme. On ne pourra y arriver que si les pays développés revoient à la hausse leurs objectifs et si suffisamment de ressources sont mises à disposition pour soutenir des actions d'adaptation et d'atténuation au climat sur le terrain.

Le stress nous donne des rides. Donnez-nous de l'argent à la place

Anticiper ce que les chefs d'Etat annonceront ou n'annonceront pas sur le financement pour le climat nous ont donné des palpitations. La journée d'hier a néanmoins permis de calmer certains de nos nerfs. Peu après l'engagement du Canada, d'autres pays ont en effet emboîté le pas, à travers le financement du Fonds des pays les moins avancés. De plus, la Norvège, la Suède et l'Espagne ont augmenté leurs engagements de financement pour le climat.

Ce n'est pas un mauvais début. Mais ECO refuse de se déplacer à chaque COP pour s'inquiéter à propos de l'engagement des pays donateurs pour un financement plus que nécessaire pour le climat.

Les pays développés pourraient tout simplement préserver les nerfs d'ECO, en garantissant

la prévisibilité, la suffisance et la clarté de leurs engagements financiers, dans la mesure où ils ont augmenté le financement pour le climat à 100Md\$ par an d'ici à 2020. Ceci est particulièrement urgent pour les pays en développement, qui ont besoin de prioriser l'adaptation, tout en faisant face à un manque de soutien financier.

ECO presse donc les pays développés à poursuivre la dynamique sur le financement pour le climat créée ce lundi, pas seulement dans le cadre de la COP21, mais également d'ici 2020 et bien au-delà. Des positions fermes à propos d'un financement crédible, suffisant et prévisible dans l'accord de Paris réduiraient ainsi nos rides et nos froncements de sourcils.

Pertes et Dommages : Au bord de la catastrophe ou proche d'une issue ?

Eco se félicite d'avoir entendu de la part des chefs d'Etat que les changements climatiques avaient d'ores et déjà des impacts très graves.

Les chefs d'Etat des pays les plus puissants ont reconnu que la menace est existentielle pour les pays les plus vulnérables. ECO espère bien que les négociateurs les ont entendus.

Sinon, les pertes et dommages risquent bien de rester un point de friction des négociations cette semaine. Un grand nombre de ministres ne seront certainement pas satisfaits devant l'actuel texte de négociation. Ce texte comporte en effet une option qui n'en est pas une, à savoir la possibilité d'exclure totalement les pertes et dommages, quand une autre option prévoit 5 paragraphes sur un mécanisme complet de pertes et dommages dans l'accord. Si les négociateurs restent fidèles aux discours de lundi, le sujet des pertes et dommages pourrait progresser significativement cette semaine.

Ils doivent élaborer d'autres options pour traiter les pertes et dommages dans l'accord de Paris, tout en passant en revue les principales préoccupations concernant les décisions à la COP.

Rien n'empêche de futures modifications institutionnelles dans l'accord de Paris. Les négociateurs peuvent donc laisser la porte ouverte à des amendements futurs.

Dans tous les cas, les négociateurs pourront faire des progrès. Plus de temps à perdre avec les gesticulations politiques.

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Florent Bahuaud, Lorelei Limousin, Marie-Claire Mention, Martin Pairet et Romina Sanfourche. Coordination : Simon Coquillaud